

Travaux de la Chambre

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Le ministre, de même que le premier ministre et certains de ses collègues, nous ont dit à maintes reprises que ces garanties sont les meilleures du monde. En outre, on a assuré plusieurs fois à la Chambre qu'au cas où l'acheteur d'un réacteur CANDU construirait une usine de retraitement, on pourrait prendre des mesures pour stopper l'exploitation, la fourniture du matériel et les réparations. Compte tenu de ces déclarations, le ministre peut-il nous donner l'assurance qu'il entend prendre cette affaire au sérieux et exercer tous les pouvoirs dont il dispose en vertu des garanties stipulées dans l'entente?

M. Jamieson: Si l'on m'avait posé cette question dès le début, j'aurais répondu un oui catégorique. En d'autres termes, nous prendrons certainement toutes mesures que le Canada peut prendre à l'égard de ce pays ou de tout autre pays en vue d'empêcher que le retraitement prenne de l'ampleur. Je faisais preuve d'une prudence exagérée quand je disais qu'il me faudrait examiner l'entente pour en être certain; c'est que je voulais éviter que l'on m'accuse demain de la Chambre, après avoir lu le document, d'avoir induit la Chambre en erreur. C'était l'unique raison.

* * *

L'AGRICULTURE**LE LAIT—DEMANDE DE MODIFIER LA POLITIQUE DE CONTINGEMENT**

M. John Wise (Elgin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Compte tenu des difficultés auxquelles donne lieu sa politique laitière nationale, soit la pénurie de lait de transformation en Colombie-Britannique, en Alberta, et surtout en Ontario, le ministre ne pourrait-il pas prendre les mesures nécessaires afin de remanier le présent régime de contingentement, pour tenir compte des changements au niveau de la production et des débouchés à l'intérieur des provinces?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Je pense savoir à quoi le député fait allusion. Il rappelle les déclarations faites hier par le ministre de l'Agriculture de l'Ontario devant une association laitière de la province. Je lui conseillerais de lire également les observations de l'Ontario Milk Marketing Board qui figurent dans le même article. Cela relève de la compétence des ministres provinciaux de l'Agriculture et non de la mienne. Ce sont eux qui décident du contingentement national, de la répartition et ainsi de suite.

Personne ne m'a signalé qu'il y avait une pénurie de fromage au Canada à l'heure actuelle. Si M. Newman veut faire une déclaration à ce sujet, il pourra la faire lundi, car nous nous entretiendrons avec les ministres provinciaux et ce sera une des questions à l'étude. Les ministres fédéraux et provinciaux ne fixent pas ce contingent, mais cette tâche est confiée à un groupe représentatif des producteurs laitiers et des gouvernements provinciaux; ils s'entendent avec la Commission canadienne du lait pour fixer les contingents. Quoi que M. Newman puisse dire, ou quoi que je dise, nous nous en tenons à la décision de ce groupe.

M. Wise: Je comprends ce que le ministre tente de nous dire, mais il lui incombe de veiller à ce que la politique laitière

nationale soit équitable pour tous les producteurs dans toutes les provinces. Il doit également veiller à accroître le plus possible les revenus des producteurs et de répondre à nos besoins sur le plan national et en matière d'exportations. À l'heure actuelle, aucun de ces besoins n'est comblé. Le ministre songera-t-il à accroître le contingent national, afin d'avoir une quantité suffisante de produits pour répondre à ces besoins?

● (1502)

J'aimerais aussi demander au ministre s'il songera à réduire l'amende de \$7.50 les cent livres pour encourager les producteurs à satisfaire leurs propres besoins en fait de production.

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, si l'industrie laitière est solide et si bien des gens veulent se lancer dans l'industrie des produits laitiers, j'en accepterai toute la responsabilité. Si, à cause des contingents que nous avons imposés pour le fromage importé, plus de gens veulent se lancer dans la production de fromage, j'en accepterai aussi l'entière responsabilité. Nous avons produit beaucoup de fromage récemment. Nos réserves ne sont pas tellement différentes de ce qu'elles étaient il y a un an. Nous ne manquons pas de fromages spéciaux. La production de fromages spéciaux a beaucoup augmenté. Si je ne m'abuse, elle a augmenté d'environ 44 p. 100 en deux ans seulement en Ontario.

Si le député a d'autres faits à nous soumettre, je serais heureux de l'entendre, mais rien de ce qu'il a dit aujourd'hui n'indique que quiconque souffre de nos restrictions. Les producteurs de fromage gagnent plus d'argent que jamais auparavant. Les producteurs laitiers gagnent plus d'argent que jamais auparavant.

Des voix: Bravo!

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES**PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE M. EDGAR PONCIANO CASTILLO, MINISTRE DE L'AGRICULTURE DU GUATEMALA**

M. l'Orateur: À l'ordre. J'aimerais profiter de cette note d'optimisme dans le domaine de l'agriculture pour demander aux députés de se joindre à moi pour souhaiter la bienvenue à un visiteur de marque dans notre tribune, l'honorable Edgar Ponciano Castillo, ministre de l'Agriculture du Guatemala, qui est en visite officielle au Canada.

Des voix: Bravo!

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE**DÉCLARATION HEBDOMADAIRE**

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'aimerais invoquer le Règlement pour demander des précisions au vice-premier ministre (M. MacEachen) au sujet de ses propositions concernant le budget. Si j'ai bien compris, il compte poursuivre le débat budgétaire demain et le continuer la semaine prochaine pendant le nombre de jours voulu. Peut-il nous dire quelles seront les mesures prioritaires après le débat du budget, afin que nous puissions nous préparer en conséquence?